

Journal d'itinérance

Ce dimanche 11 janvier je suis allé marcher au Col de la Liberté

« *L'histoire est comme Janus, elle a deux visages : qu'elle regarde le passé ou le présent, elle voit les mêmes choses* »[1].

La grande marche « je suis Charlie » présentée comme un message d'unité nationale ne fera que conforter les gouvernements occidentaux dans leur politique inégalitaire et sécuritaire, marchandisation et sécurisation n'étant que les deux facettes d'un même non-choix politique. La seule réponse en matière de sécurité serait au contraire de donner plus de pouvoir aux citoyens, parmi les plus démunis qu'ils soient nationaux ou non nationaux afin d'élaborer de nouveaux espaces du commun.

J'étais d'une autre marche ce dimanche 11 janvier, celle qui arpente le « sentier de Walter Benjamin ». Il franchit la frontière franco-espagnole au col de Rumpiso, appelé aussi Col de la Liberté entre Banyuls et Portbou. Walter Benjamin l'emprunta en septembre 1940. Sans doute peu de personnes qui manifestaient ce dimanche connaissent ce sentier, voire même le philosophe Walter Benjamin. Pourtant si le mot liberté a un sens et peut encore s'incarner aujourd'hui c'est sans doute grâce à des personnages comme lui. Il nous invite à réfléchir sur l'histoire des opprimés qui se présentent comme une histoire discontinue, alors que la continuité est celle des oppresseurs qui la recompose à leur manière. Ainsi, l'histoire ne peut se comprendre qu'en rupture avec le passé[2].

Je ne peux m'empêcher de penser que c'est par un cheminement qui emprunte à la tradition des opprimés sur les crêtes transfrontalières que se dessine aujourd'hui notre avenir. J'ai partagé évidemment l'émotion de nombreux de mes ami(e)s et relations qui sont allés manifester tout en refusant que le diktat de l'émotion vendu à grands flashs publicitaires par les chaînes d'info en continu vienne submerger toute capacité de raisonnement critique.

Ces manifestants se sont retrouvés autour des principes démocratiques et républicains, chantant la Marseillaise et défendant notre modèle institutionnel. Si nous nous retrouvons autour des mêmes valeurs, les institutions qui les portent sont

aujourd'hui obsolètes. Pour cette raison ce pouvoir n'est pas en mesure de traduire ce mouvement autrement que par une politique sécuritaire confortant une société figée incapable de répondre aux mutations sociétales et socio-économiques.

Le « logiciel » est déjà en place pour nous faire croire qu'il s'agit d'une simple dialectique entre liberté et sécurité, un curseur qu'il suffit de déplacer entre l'un et l'autre. Le problème c'est qu'il n'y a pas de retour en arrière possible. Le discours martial du Premier ministre à l'Assemblée Nationale est une première étape. Toutes les mesures proposées vont dans le sens d'une restriction des libertés comme l'a été le train de mesures législatives et réglementaires depuis une quinzaine d'années.

Ces nouvelles mesures concernent comme toujours un peu plus le contrôle d'Internet, la constitution encore d'un fichier, jusqu'à demander aux éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de devenir des auxiliaires de police. La tentative de mettre les travailleurs sociaux à l'avant-garde du contrôle social n'est pas récente, mais le personnel éducatif, également les enseignants et tous ceux qui sont sur la ligne de front vont devoir résister à une pression d'autant plus forte aujourd'hui que nos gouvernants vont s'appuyer sur le blanc-seing accordé généreusement par des millions de manifestants. Le pouvoir sécuritaire peut se lâcher sans accorder un contre-pouvoir.

On se demande bien quels critères psychosociologiques détermineront les profils déviants. J'ai déjà dénoncé dans un autre article les dérives d'un profilage de type « pattern of life analysis »^[3] qui tente de catégoriser les comportements avant que les actes soient commis, discriminant des groupes de populations. L'hégémonie d'un savoir technicien est inséparable d'une régression sociale. Et nous n'avons encore ici que la version la plus « douce ». Beaucoup rêvent l'instauration d'un « PATRIOT Act » à la française, des lois d'exception échappant au contrôle démocratique dont pourtant nombre d'Américains sont les premiers à reconnaître l'inefficacité.

Cela n'a pas empêché certain comme Claude Guéant d'avancer l'idée que finalement ce n'est pas si grave que certaines libertés soient supprimées. « Ça ne coûte rien, mais ça peut rapporter gros » comme le dirait un ex-président de la République.

Il est d'autant plus facile de surfer sur la vague de l'émotion que le désir d'unité gomme temporairement la contestation politique. Ainsi, l'immense marche de dimanche a cautionné le défilé d'une brochette de gouvernants bras dessus bras dessous comme larrons en foire venus s'attribuer une virginité démocratique à peu de frais, n'autorisant pas le peuple à écrire l'histoire.

Ils cautionnent la même politique économique abdiquant face aux pouvoirs financiers qui jettent à la rue des millions de chômeurs, précaires, sans-domiciles, vivant en dessous du revenu minimum de pauvreté. Ce sont ces mêmes gouver-

nants qui désespèrent durablement une jeunesse et envoient les forces de l'ordre réprimer les manifestants autonomes des ZAD causant la mort du jeune Rémi Fraisse[4], ces mêmes gouvernants qui laissent pourrir des populations dans des zones de relégation, etc.

L'histoire linéaire des dirigeants mène aux catastrophes. Le courage politique impliquerait des ruptures historiques, mais à chaque fois que le peuple a donné massivement la possibilité unitaire de changer de direction, ils ne l'ont pas prise. Ce fut le cas après la vague d'émotion internationale suscitée par le 11 septembre 2001, non seulement le « nouvel ordre » annoncé n'a pas changé la donne, mais le monde est encore plus instable après la crise des subprimes de 2006 et les différentes opérations militaires en Orient et en Méditerranée.

Ce fut également l'opportunité en avril 2002 quand Jacques Chirac fut élu avec 82 % des suffrages, « grâce » à la vague d'émotion suscitée par l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour. Il aurait pu, mais il ne fit rien, ouvrant toute grande l'arrivée au pouvoir d'une idéologie identitaire xénophobe représentée par le tandem Sarkozy-Buisson qui se poursuit aujourd'hui à travers des pseudo-thèses à succès comme le « grand remplacement » (du peuple français par d'autres peuples).

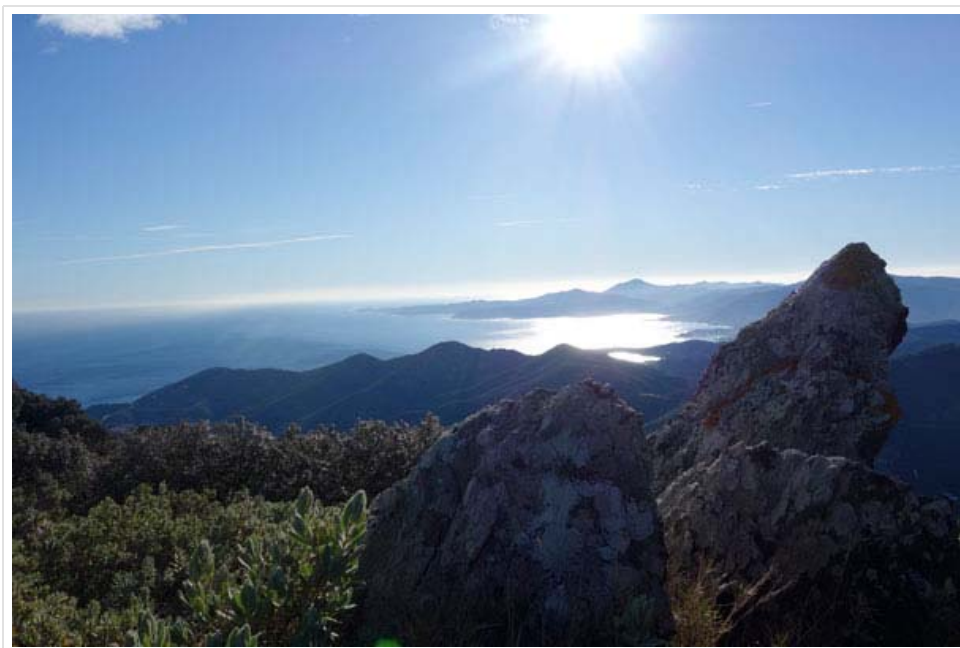
Il est donc fort à craindre que le repli sécuritaire continu. Cette non-réponse à la fois politique et civilisationnelle, donc sans projet de société, continuera d'alimenter méthodiquement la montée conjointe du Front National et des intégrismes de toutes obédiences. Ainsi les manifestants contre le « mariage pour tous » qui vociféraient la fin de notre civilisation si quelques milliers de couples allaient s'unir confirment cette faiblesse civilisationnelle.

Les faits religieux d'une époque sont en cela les indicateurs de notre capacité à constituer une communauté de destin, ils participent à l'obscurantisme durant les périodes de délitement social et au foisonnement culturel durant les périodes de développement. La dimension spirituelle, qu'elle soit laïque ou religieuse, est inséparable de la condition humaine qui nous amène à nous penser à l'intérieur et au-delà de nous-mêmes. Le fait religieux a toujours été entre un mouvement de repliement et de dépliement le plaçant tantôt du côté du problème ou de la solution. C'est une discussion qui est dans tous les cas nécessaire d'entretenir dans un pays laïque basé sur la séparation du pouvoir spirituel et temporel.

Rien n'est possible si des groupes ethnicisés sont considérés comme des ennemis de l'intérieur. Une société qui exclut l'humain de son projet contribue à l'obscurantisme. Il n'est alors pas possible de sommer les seuls théologiens, philosophes et autres intellectuels d'animer cet espace critique si chaque citoyen croyant ou non croyant n'est pas non plus en mesure de produire une intelligence sociale à partir de son expérience et se comprendre auteur de notre histoire collective.

La seule manière de vivre en sécurité est de changer le modèle de gouvernance

et donner plus de pouvoir aux citoyens dans leurs capacités d'être coproducteur de la société, non pas en les clivant, en les chosifiant, en contrôlant leurs moindres faits et gestes. Le droit de vote des immigrés aux élections locales (promesse non tenue depuis 1981), le soutien aux associations d'innovation, d'entraide et du tiers-secteur économique dont les financements ont été largement sa-bordés, un écodéveloppement à échelle régionale garantissant des biens com-muns non-marchands pour les besoins humains fondamentaux, une école accordant une place à la « pédagogie sociale » et ouvrant des pôles transdisciplinaires de connaissance, la recreation d'un véritable corps de proximité « gardiens de la paix », la formation de « communautés citoyennes » avec une capacité d'exper-tise à partir des pratiques et des maîtrises d'usage, la facilitation de tiers lieux mo-bilisant diverses compétences libérant l'imagination autour de projets collaboratifs, la reconnaissance d'un travail culturel et cultuel comme mode de contribution aux institutions républicaines, sont quelques exemples qui « font société ». Cela coû-terait sans doute bien moins cher humainement et économiquement que de mobi-liser 10 000 militaires en faction statique devant des établissements.



Alors, du haut de ce Col de la Liberté battu par le vent ce dimanche matin enso-leillé du 11 janvier 2015, je me suis demandé ce que pouvait bien ressentir Walter Benjamin au regard de ce paysage entre le 24 et le 25 septembre 1940 et je me suis mis à lire le témoignage de la guide Lisa Fittko qui a ouvert cette route à tous les réfugiés, les exilés, les discriminés, les pourchassés : « enfin nous atteignons le sommet. J'avais avancé un peu et vous m'avez arrêté pour jeter un coup d'œil aux alentours. Le tableau qui s'étalait devant moi m'est apparu d'une manière si désespérée que, par moments, j'ai pensé que j'étais victime d'un mirage. Plus bas, là où nous étions arrivés, je voyais à nouveau la Méditerranée, bleu foncé. De l'autre côté, devant nous, les falaises escarpées au-dessus d'une eau cristal-line turquoise transparente – une deuxième mer ? – . Évidemment, c'était la côte espagnole. Derrière nous, vers le nord, en demi-cercle, le Roussillon catalan, la Côte Vermeille, une terre automnale aux innombrables reflets jaune oranger. J'en suis resté éperdue. Je n'avais jamais rien vu d'aussi beau. Je savais dès lors que j'étais en Espagne je savais aussi qu'à partir de là le chemin allait descendre tout

droit jusqu'à Portbou »[5].

Walter Benjamin se suicida à son arrivée en Espagne apprenant qu'il serait reconduit à la frontière.

La liberté a toujours un prix, les journaux satiriques sont de ceux qui ouvrent la voie de ce chemin de crête nécessaire. Il ne s'agit pas simplement de liberté d'expression, mais d'ouvrir des espaces où l'expression est possible pour tous, où un récit collectif des sans-voix peut s'écrire et une manière de vivre libre peut s'incarner par un mode d'implication en société. C'est parce que ces lignes de crête se jouent des versants conformistes identitaires que peuvent s'effectuer les transformations personnelles et sociales.

C'est la base de toute « interruption révolutionnaire », la dissidence et la résistance s'éprouvent au départ sur les chemins de contrebande où il faut savoir laisser tout derrière soi, où l'on se retrouve sans certitude, au risque de basculer à chaque pas. Les tentations totalitaires rendent d'autant plus nécessaires les passeurs transfrontaliers (quelles que soient les frontières) qui nous emmènent sur ces brisures escarpées pour découvrir le paysage d'un autre possible.

[1] Maxim du Camp, cité par Walter Benjamin, Paris capitale du XIXe siècle. Le livre des passages, Paris, 1939 Rééd. du Cerf, 1986.

[2] « L'histoire telle que nous la percevons emprunte à la « tradition des opprimés » quelques-uns de ses ressorts. Elle naît des ruptures du tissu historique, des sursauts et des révoltes, sans être pour autant amnésique. L'écrire sans la trahir, c'est emprunter à cette tradition ses traits spécifiques : sa non-linéarité, ses ruptures, ses intermittences. Les constellations figurent ces césures, cet arrêt du temps (puisqu'elles figent des situations et des événements). « Arracher à la seconde qui passe la charge explosive qu'elle contient », voilà l'utopie contenue dans le ciel des constellations... » (Collectif Mauvaise troupe, Constellations, trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle, Ed de l'Éclat, 2014, Coll «premier secours», <https://constellations.boum.org>)

[3] Hugues Bazin, Mobilier urbain anti-pauvre, entre marchandisation et sécurisation de l'espace, blogs.mediapart, 2014 et sur <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/2014/12/30/mobilier-urbain-anti-pauvre/> (fichier pdf).

[4] Jeune opposant écologiste au barrage de Sivens dans le Tarn, le décès de Rémi Fraisse, suite à un lancer de grenades des forces de l'ordre, compromet la poursuite de la construction et devient le symbole de l'abîme politique, social et culturel avec une nouvelle génération d'acteurs.

[5] Lisa Fittko (trad. Léa Marcou), Le Chemin des Pyrénées : souvenirs 1940-41, M. Sell, 1987

Rap, Rue, tiers lieux // janvier 15, 2015 [<http://recherche-action.fr/hugues-bazin/2015/01/15/ce-dimanche-je-suis-alle-marcher-au-col-de-la-liberte/>]

One thought on “Ce dimanche 11 janvier je suis allé marcher au Col de la Liberté”



J.Lemery

2 février 2015 at 23 h 35 min

En écho à votre texte, le travail de Vincent Bady (auteur et metteur en scène que vous connaissez peut être) autour de son projet « Rivesaltes fictions / Question suivante »:

– <http://www.editionstheatrales.fr/livres/rivesaltes-fictions-question-suivante-1198.html>

– <http://www.nth8.com/Resume-du-spectacle/Rivesaltes-fictions-question-suivante/pa10sp137dt1.html>

Ce récit démarre avec le fantôme de W. Benjamin sur le chemin de crête que vous évoquez...

Je me dis que les commentaires (le premier de ma vie d'internaute!) peuvent peut être servir à tisser des liens.